**Référendum populaire sur l’austérité**

M. Couillard,

Depuis quelques mois, votre gouvernement entreprend des coupures innombrables dans les services publics, soi-disant au nom de l’atteinte du déficit zéro. Ces services sociaux représentent un héritage de la Révolution tranquille, et ont permis la redistribution des richesses dans notre société. Malgré les grandes inégalités et les injustices qui persistent, ces services ont contribué à rendre la société québécoise plus égalitaire.

Au nom de l’équilibre budgétaire, votre gouvernement détruit ce modèle qui nous distinguait en «Amérique du Nord». Les mesures d’austérité ont été dénoncées par un grand nombre d’économistes de diverses allégeances. De plus, des exemples frappants nous démontrent l’inefficacité de ces mesures. Pensons à la Grèce, à l’Espagne ou à l’«Argentine» dont les populations ont été gravement bouleversées par ces mesures. Les politiques d’austérité ont un objectif de plus grande ampleur que celui de l’atteinte du déficit zéro. En effet, la restructuration actuelle de l’État québécois s’inscrit dans une vision idéologique néolibérale, qui a pour but de réduire la taille de l’État et de laisser libre cours au marché, en favorisant la privatisation. Les seul-e-s à en profiter sont les plus riches de la société.

 Depuis le début de l’année, de nombreux-ses travailleurs-euses, étudiant-e-s, chômeurs-euses et retraité-e-s se sont opposé-e-s aux mesures d’austérité. Une mobilisation sociale est en branle à l’échelle du «Québec» et devrait obliger un recul.

Toutefois, ce texte n’a pas pour objet principal de dénoncer ces mesures. Nous nous demandons d’où provient la légitimité qui vous accorde le droit de saboter l’ensemble de nos services publics, et cela malgré votre mutisme à cet égard pendant la campagne électorale. Notre système de démocratie représentative a pour but d’élire un gouvernement mandataire de nos intérêts. Or, le démantèlement de nos services publics rencontre une vive opposition que vous refusez d’entendre. Depuis quelques mois, vous faites fi de votre devoir démocratique, vous méprisez les demandes et les critiques formulées par la population, en prétendant que l’austérité est une bonne chose. Nous soutenons qu’il est inacceptable qu’un gouvernement qui n’a eu l’appui que de 29% de la population québécoise éligible à voter se permette de démanteler l’ensemble de nos programmes sociaux, en plus de contribuer à la destruction de l’environnement et des terres autochtones. Un programme d’une telle envergure aurait nécessité au minimum une consultation populaire et certainement une mention lors des dernières élections. Redéfinissons notre démocratie.

C’est pourquoi nous exigeons la tenue d’un référendum populaire sur la campagne d’austérité que vous menez actuellement. Ainsi, à la suite d’une réelle campagne d’information et d’un débat social sur le sujet, vous pourriez mesurer l’appui de la population. Vous auriez au moins la légitimité démocratique de détruire nos institutions et l’environnement.

Libre de droits, à diffuser largement,

Conseil de grève du Cégep de Saint-Laurent